BULLETIN OECUMENIQUE

NUMERO 6/ SEPTEMBRE 1987
PARAIT 8 FOIS PAR AN

?interrogation

S E N S I B I L I T E

Dernièrement un de mes amis s'est plaint que sa sensibilité influençait sa santé d'une façon négative, et moi, l'insensible, je ne pouvais pas m'empêcher de lui répondre : "Je suis contente que tu sois sensible !" Bien sûr que ce n'est pas agréable, si notre sensibilité nous donne des maux de tête, d'estomac ou de dos. Mais si nous avons mal quelquepart, au moins nous savons que nous vivons vraiment. Non, non, je ne prône pas la douleur, mais de rencontrer la sensibilité dans notre monde, ça réchauffe le coeur.

Peut-être aussi que si nous acceptons notre sensibilité et que nous n'ayons pas honte d'en parler, elle ne nous fera plus forcément mal.
Vivons pleinement et soyons sensibles, ne serait-ce que pour oublier un moment notre monde hélvétique, souvent oppressant, pour être réceptifs aux choses qu'Interrogation nous dit aujourd'hui, par exemple.

Vérêna Jeanneret

ÇA NE DEVRAIT PAS SE PASSER AINSI

Y a un pépin chez les "X".
Grabuge, l'autre soir, André, 12 ans, a cassé les lunettes de sa mère.
T'as fait exprès ?
OUI ! ...
C'est la goutte... PAF ! et l'engueulée maison.
Affrontement ; cela fait plusieurs mois; ... des bêtises...
Et pour conclure un Choc,

Fuite d'André, en catimini
Ses parents n'y voient rien...mais plus tard s'aperçoivent de son absence.
Où est-il ?
Téléphones...recherches dans les environs...
Attente...angoisse...

Un taxi l'a ramassé, recherche enfants battus, police.
Une marque avec du sang sur le cuir chevelu ! Hôpital - juge - mandat...
Des téléphones avec la police, le juge PUIS
La Police : "DEMAIN ON VIENT VOUS CHERCHER"
Barricades, "ça" rappelle trop de choses.
Il a tellement fallu se battre pour retrouver et garder les enfants.
C'EST LA PANIQUE...
On ne va pas LES laisser entrer...
La porte est défoncée.
Cri : "Ne NOUS séparez pas" !
Pourtant Pierrot 7 ans est arraché à son père
Et chacun va partir dans une voiture de police séparée.
Les parents chacun dans un cachot, Pierrot dans un foyer d'accueil
Interrogatoires...

Plusieurs heures plus tard,
La mère sort seule, elle mettra 2 jours à savoir
Où sont, son mari et ses enfants...
"Ne parlez pas trop de tout ça"
"Vous avez assez de chenit à ranger chez vous"
"Arrêtez de râler, sinon on vous boucle aussi"...,...,...

Désarroi. Seule. Peur. Ressentiment.
Trouver à qui parler...
Pendant 6 jours elle n'a pu voir ni son mari, ni ses enfants !

A sa sortie de prison, 6 jours plus tard, il a reçu fr.10.- pour le train.
Elle, elle n'a pas été avertie.
C'est lui qui lui a téléphoné de la gare "je suis là"
Ecroulé par ce qu'il avait vécu "comme un repris de justice"...
Pour une correction, un peu trop forte c'est vrai...
Elle l'a trouvé pleurant sur les escaliers de la gare...

Ils sont maintenant ensemble sauf André
Qui va vivre dans une institution pendant un moment
Avec l'accord de tout le monde.
Le père, il a pris la moitié de ses vacances
Pour récupérer ce qu'il a perdu à cause de la prison...

Il y aura un jugement dans 6 mois, dans 1 an...
Epée de Damoclès. Suspens pour les projets de cette famille
Qui se reconstruit.

Qu'elle ampleur le juge va-t-il donner à cette "affaire" ?

J'ai écrit cela très résumé car il y a eu bien d'autres vexations,
Pour dire ce qui peut arriver a une famille qui est en train de se sortir de temps difficiles, mais qui a des dossiers, pas de casiers, qui ne laissent pas oublier le passé.

Pour dire que la force de cette famille, l'environnement amical, fraternel, humain d'une association de familles, d'enseignants, d'éducateurs, du médecin de famille, outrés par la disproportion, ont permis de limiter le désastre provoqué par des mécanismes qui une fois en route se poursuivent sans humanité... sauf si ils sont arrêtés par ? mais dans d'autre cas...non ?

J'ai écrit cela parce queje ne peux pas tolérer qu'une chose de ce type se passe. Que fait-on des droits de l'homme ? Ceux qui doivent maintenir l'ordre ont-ils un brin de recul quant à la condition humaine.

J'ai écrit cela parce que nous ne devons pas laisser faire cela sans réagir, parce que je connais cette famille,je la considère et j'ai vu ces parents avoir beaucoup de tendresse pour ses enfants.

Cela ne doit pas se passer ainsi.

Gilbert Zbären

L'HONNEUR PERDU DES EVÊQUES ARGENTINS

par Albert Longchamp
Alain Perrot
Sylvain de Pury

La collaboration des évêques catholiques dans la pratique des disparitions forcées et de la torture.

****

En 1985 une polémique a opposé l'un des auteurs de cette étude à un journaliste de "La Liberté" de Fribourg. Au cours de nos échanges, nous avions affirmé que l'épiscopat argentin, dans son ensemble, non seulement avait approuvé la dictature et s'en était rendu complice, mais qu'il était allé jusqu'à collaborer aux disparitions et à la torture. Invités à prouver des accusations aussi graves, nous nous sommes engagés à y travailler. Cela a pris un certain temps mais voici le résultat - hélas trop éloquent - de cette recherche.

Ce n'est pas un hasard si les signataires, tous trois membres de l'AICT, sont prêtre jésuite, journaliste, pasteur et le président de la section suisse.
C'est une garantie à la fois d'absence de parti pris confessionnel et de compétence.

L'AICT (Association Internationale Contre la Torture) est née en 1977 en Italie. Elle a pour objectif le développement et la libération de l'être humain. Elle combat toutes les formes de violations des droits de la personne, individuels et collectifs, dont la torture est la forme extrême. Tout en se joignant aux efforts universels visant à abolir la torture et les disparitions forcées (conventions internationales et leurs protocoles éventuels), l'AICT, consciente des limites de ses moyens, restreint le champ de son action de dénonciation et de solidarité au continent latino-américain.

****

Edition : Les cahiers de l'association internationale contre la torture / section suisse

1, rue de Varembé - téléphone (022) 34 65 23

adresse postale : case postale 84 - ch. 1211 Genève 20

Prix du livre fr. 7.--

HOMMES – FEMMES

CRÉATIONS D'ENTREPRISES AUX USA

Les femmes en ont assez d'être exclues du sommet de la hiérarchie, moins payées que les hommes à capacités égales. Résultat: elles se lancent à leur compte et sont huit fois plus nombreuses que les hommes à fonder de nouvelles sociétés.

L'itinéraire de Charlotte Schiff-Jones est exemplaire. A 30 ans, elle dépose son aspirateur et devient secrétaire d'une société de production audio-visuelle de Miami. Quinze ans plus tard, elle obtient un MBA de la Columbia University. Et en 1979 elle est nommée vice-présidente de la société qui l'avait embauchée, la Manhattan Cable Television. Le rêve américain réalisé au féminin... et puis la rupture: en 1984, Charlotte Schiff-Jones abandonne sa multinationale et fonde sa propre société de conseils en communication. *«Je suis une de ces nombreuses femmes rejetées par une firme géante. Je pensais simplement que je pourrais atteindre le sommet de la hiérarchie.»* Et elles sont nombreuses à être usées par les discriminations sexistes. Dès lors, le rapport de Small Business Administration, l'office de promotion des PME, n'étonne pas vraiment: en 1986, aux Etats-Unis, pour chaque créateur d'entreprise, on comptait huit créatrices. Bon nombre d'entre elles avaient claqué la porte d'une grosse société.

Cette tendance, Monique Siegel, organisatrice du prochain Management Symposium for Women de Zurich, la résume ainsi: *«Les femmes américaines ne supportent plus de n'être que des éternelles secondes. Elles sont fatiguées par un monde du travail dominé par les hommes. Alors, elles se mettent à leur compte.»* Outre-Atlantique, on assite en effet à une explosion de la volonté d'entreprendre. Dans les années cinquante, 90 000 sociétés se créaient chaque année. En 1986: 700 000! L'élément le plus saisissant de cette évolution: les femmes constituent aujourd'hui un tiers de tous les dirigeants de PME.

Les universités américaines reflètent d'ailleurs ces changements. Une étude de l'Institut de recherche sur ▶▶▶

▶▶▶ l'éducation de Los Angeles montre que 67% des étudiantes attribuent une importance décisive à l'argent et au pouvoir. Elles n'étaient que 32% en 1966. Les jeunes Américaines ne choisissent plus lettres et beaux-arts, elles préfèrent sciences économiques, droit et médecine. A coups d'amendements et de lois, le paysage économique se modifie également. En 1973, un jugement a mis un terme à des décennies de suprématie mâle. ATT, le géant américain des télécommunications, accepta de verser plusieurs dizaines de millions de dollars aux employées qui n'avaient pas obtenu de promotion en raison de leur sexe.

Il n'y a pas si longtemps, on jugeait les femmes inconstantes, manipulables et peu résistantes. A l'heure où les Etats-Unis se transforment en une société de services, les faiblesses féminines deviennent des qualités indispensables. Flexibilité, créativité, sensibilité sont les nouveaux mots clés de l'environnement économique. Certains domaines recherchent activement les capacités féminines. En particulier le secteur de la haute technologie. Apple, le prototype du dynamisme américain, recense dans ses rangs 30% de femmes managers. Du côté de Wall Street, des changements considérables s'opèrent. Les femmes représentent un quart des professionnels de la finance. D'autres places sont encore grignotées dans les banques, la publicité et l'édition.

Malgré ces quelques brèches, les préjugés sont tenaces et les inégalités toujours présentes. En moyenne, une dirigeante gagne 42% de moins que son collègue du sexe opposé (...)

«Si, après des années de lutte, déclare Monique Siegel, *une femme n'obtient pas le poste qu'elle mérite, il est normal qu'elle quitte la firme qui ne reconnaît pas son talent. En créant sa propre entreprise, elle acquiert indépendance et flexibilité, des éléments qui lui permettent de s'épanouir et de garder un œil sur sa famille. Aux Etats-Unis, ce phénomène s'accroît de jour en jour.»*

Un nombre considérable de cadres supérieurs féminins sont devenus des consultants. A New York, sur Madison Avenue, les femmes ont littéralement envahi la place. A tel point que l'on ne trouve bientôt plus un seul homme dans cette profession. Ces mutations créent aussi de nouveaux besoins. Et, paradoxalement, ce sont des femmes qui fondent les sociétés de services (blanchisseries, traiteurs, nettoyages, etc.) rendues nécessaires par leur engagement professionnel accru.

[à méditer !!]
Du haut de leur fauteuil présidentiel, certains PDG mâles se demandent si, en laissant échapper toutes ces forces féminines, ils ne perdent pas une occasion de rendre leur entreprise plus innovatrice et plus performante.

L'HEBDO du 30.7.1987



FLASH

Les volontaires de "Frères sans Frontières" - Fribourg, service chrétien pour le développement, au Nicaragua : considérons de notre devoir que d'exprimer à nouveau notre indignation:

Vendredi 3 juillet, une mine posée par la "Contra" sur le chemin à Matiguas (dpt de Matagalpa) et destinée à faire sauter le véhicule à bord duquel voyagaient 4 personnes (2 religieux et 2 déléguées de la parole) lors de son retour vers le village quitté 2 heures auparavant, a explosé au moment du passage de la camionnette, causant la mort de 2 de ses occupants : le frère Tomas Zavaleta et mme Emperatriz Martinez; le père Ignacio Urbina, supérieur des Franciscains au Nicaragua,ainsi que Digna Martinez sont grièvement blessés.
Cet acte de terrorisme de la "Contra", menée et soutenue par le gouvernement Nord-Américain, s'est produit dans des circonstances pareilles à celles qui ont provoqué la mort de nos amis Maurice Demierre et Yvan Leyvraz.
Les auteurs sont donc les mêmes que ceux qui ont assassiné cette année 2 autres coopérants étrangers : Benjamin Linders (américain, ingénieur) et Manuel Lopez (chilien, agronome), ainsi que depuis 1980 des milliers de nicaraguayens et 6 autres coopérants et volontaires.
Le frère T. Zavaleta exerçait son ministère pastoral, tout en dirigeant le projet "Saint François d'Assises", de sa congrégation, à Matiguas (projet de promotion agricole en faveur des petits paysans de la zone). Il avait travaillé pendant quelques années comme auxiliaire du père supérieur général de l'ordre des Franciscains à Rome.
Mme Emperatriz Martinez collaborait avec le frère Tomas dans le cadre du projet et de la paroisse de Matiguas.
Nous partageons la douleur et l'indignation des communautés chrétiennes de tout le pays et du peuple nicaraguayen dans son ensemble,face à ce crime qui les prive d'une soeur et d'un frère chrétien au service des humbles.

Managua, Nicaragua libre, le 5 juillet 1987

Groupe FSF au Nicaragua

Extrait de ANN no.73 du 14.7.87

Deux jours après la mort du religieux, le président Ortega a appelé le cardinal Obando à dénoncer l'assassinat et la responsabilité du gouvernement américain, lui demandant publiquement s'il se solidarisait avec le frère Zavaleta ou s'il gardait le silence. Au cours d'une tournée exécutée dans les casernes et les campements militaires de la zone de Matagalpa et Jinotega où la guerre fait le plus rage, le président a rappelé que "certains secteurs de la Conférence Episcopale ont les mains souillées de sang, car ils reçoivent de l'argent de la CIA". Il se référait aux récentes révélations de la revue américaine "Newsweek", selon lesquelles des fonds ont été canalisés par le réseau du lieutenant-colonel Oliver North et versés secrètement à Mgr. Obando.

Dans son homélie du dimanche 4 juillet, le cardinal Obando a mis en doute la responsabilité des Contras dans la mort du Franciscain, disant "qui a frappé est une question, à laquelle dans un monde aussi confus où les informations sont tellement manipulées, Dieu seul pourra répondre". Il a argumenté que la mort du frère Zavaleta, qu'il a qualifié "d'agent pastoral très actif, non un prêtre mais un religieux" prouve la nécessité d'un dialogue et d'une réconciliation entre le gouvernement sandiniste et la contre-révolution, disant que "les évèques ont toujours condamné la violence et le désordre".

UN COOPERANT LATINO-AMERICAIN TUE PAR LA CONTRA

Le 24 juin, l'ingénieur agronome chilien, Manuel Lopez Ibanez, et un Nicaraguayen l'accompagnant ont été victimes d'une attaque de la Contra sur un chemin écarté du département d'Esteli.

M.L. Ibanez est le dixième coopérant tué au Nicaragua et le premier latino-américain. Il travaillait dans ce pays depuis 1981 comme assistant du projet de formation au centre de coopération. Employé par le service universitaire danois, il participait également à des projets norvégiens. "Il est mort convaincu qu'il travaillait pour son peuple, considérant comme sienne la communauté latino-américaine. Il connaissait le risque encouru sur ces chemins où la Contra attend ses victimes civiles, faute d'oser affronter l'armée. Mais il était également convaincu que les Contras et le régime criminel de Pinochet ont la même origine et la même ligne" ont dit ses amis.

HAITI : l'épiscopat catholique condamne la politisation

Une Eglise menacée d'éclatement

PORT-AU-PRINCE
correspondance

Etroitement mêlée à la crise qui secoue la République caraïbe, l'Eglise catholique d'Haïti est menacée d'éclatement. La hiérarchie, majoritairement conservatrice, vient, en effet, de sommer l'aile progressiste conduite par le Père Jean-Bertrand Aristide de se soumettre. *« L'expression « Eglise populaire » n'est pas acceptable »*, affirme la conférence épiscopale d'Haïti dans un long document, diffusé le mercredi 2 septembre. Par cette expression, *« on introduit nécessairement dans l'Eglise la lutte de classes, l'acceptation de la violence et une certaine radicalisation politique »*, poursuivent les dix évêques haïtiens. Un peu plus loin, la conférence épiscopale met en garde les fidèles *« contre la tentative de récupération des communautés de base à des fins politiques »*.

Les laïcs doivent s'organiser, concède le document, *« mais ils ne peuvent utiliser les communautés de base comme instruments de leurs revendications politiques et sociales »*. Rejetant le capitalisme libéral et le communisme athée, les évêques repoussent également le socialisme qu'a publiquement prôné le Père Aristide : *« Quant au socialisme, il y en a cinquante formes différentes, mais la plupart sont inspirées par des idéologies incompatibles avec la foi. »* Afin de définir *« une foi intermédiaire, qui respecte à la fois les droits de la personne et de la communauté »*, et qui soit adaptée aux valeurs culturelles et spirituelles du pays, la conférence épiscopale invite enfin tous les Haïtiens à un « effort de créativité ».

Ce texte, signé par l'ensemble des évêques, y compris Mgr Willy Romelus, l'évêque de Jérémie (au sud-ouest d'Haïti) qui avait lancé le fameux mot d'ordre *« arracher manioc »* (en finir avec le CNG et l'ordre macoute), a provoqué la consternation chez les partisans de la « ti legliz » (les adeptes de la théologie de la libération). *« Ce document illustre l'opportunisme de la hiérarchie conservatrice, qui se range aux côtés du CNG, pensant que l'opération « arracher manioc » a échoué. Pire, les évêques porteront la responsabilité des crimes contre les religieux engagés, notamment dans les campagnes »*, commente avec amertume un laïc membre d'une communauté de base.

Le standard de Radio Soleil, la radio catholique, a reçu toute la journée de mercredi des appels scandalisés : *« Les évêques donnent carte blanche au gouvernement pour continuer à tuer »*, s'insurge une auditrice. Plus modéré, un religieux, qui préfère garder l'anonymat *« pour ne pas mettre d'huile sur le feu »*, explique : *« Ce texte aurait eu une certaine valeur il y a quatre ou cinq ans. Aujourd'hui, il n'aborde pas les vrais problèmes, il ne traite que d'affaires internes à l'Eglise. » « Quant à Mgr Romelus, il a signé par discipline, mais il ne tardera pas à préciser sa position. Le document réaffirme d'ailleurs l'autonomie de chaque diocèse »*, ajoute ce religieux proche de l'évêque de Jérémie.

« Etre populaire ou ne pas être »

Directement visés par le document, les Pères Jean-Bertrand Aristide, Antoine Adrien, William Smarth et Jean-Marie Vincent, les quatre prêtres victimes d'une tentative d'assassinat, le dimanche 23 août, à la sortie de Saint-Marc (à une centaine de kilomètres au nord de la capitale), se concertaient mercredi soir. Une réponse publique consommerait le schisme. Mais ces prêtres, comme beaucoup d'autres, sont trop engagés dans la lutte contre le CNG et l'injustice sociale pour y renoncer sous la pression des évêques. *« L'Eglise doit être populaire ou ne pas être »*, avait affirmé le Père Jean-Marie Vincent lors de la messe qu'il avait concélébrée, lundi dernier, en l'église du Sacré-Cœur, au centre de la capitale avec quinze autres prêtres.

Tout l'office avait été placé sous le signe de l'opération *« arracher manioc »*. Quant au Père Aristide, devenu au cours des dernières semaines l'opposant le plus populaire du pays, il est plus engagé que nul autre du fait de ses prises de positions en faveur d'un changement radical. Frêle d'apparence, ce salésien âgé de trente-quatre ans jouit d'un ascendant extraordinaire sur tous les laissés-pour-compte des bidonvilles et des campagnes. Orateur hors du commun, il a su trouver un langage poétique, à la manière d'un Prévert créole, qui déchaîne l'enthousiasme des fidèles. *« Le socialisme est la seule voie qui permette à chacun de pouvoir se nourrir, de trouver justice, liberté et respect. Sans le socialisme, nous sommes condamnés à mourir comme des chiens, sous les coups de l'impérialisme et de ses laquais locaux »*, déclarait le Père Aristide le 20 août dernier, après que la hiérarchie religieuse eut renoncé à l'éloigner de sa paroisse.

La grève de la faim d'un groupe de jeunes gens dans la cathédrale de Port-au-Prince avait fait reculer les autorités ecclésiastiques. C'est encore une fois sur la pression de la base que comptent les prêtres militants dans l'épreuve de force qui s'annonce. Mais la partie est délicate. *« Le Père Aristide est un prophète et les prophètes sont liés par leur parole »*, explique M. Laennec Hurbon, sociologue chercheur au CNRS et lui-même prêtre défroqué. De fait, le prophétisme révolutionnaire du Père Aristide s'accomode mal des manœuvres politiques par lesquelles l'opposition et la hiérarchie catholique souhaiteraient dénouer la crise.

Aussi populaire soit-il, le mot d'ordre *« arracher manioc »* bute sur un obstacle incontournable : le CNG ne veut pas partir et il jouit de l'appui de l'armée, dont l'unité est confortée par les bénéfices de la contrebande. En attisant le conflit avec la « ti legliz », la hiérarchie prend toutefois un risque grave.

Les sectes protestantes (plus de cinq cents à travers le pays), généreusement subventionnées par des financements nord-américains, chassent sur les mêmes terres que les prêtres progressistes. Alors que le vaudou est en crise depuis la chute de la dictature duvaliériste qui l'avait habilement utilisé, les sectes protestantes ne cessent de gagner du terrain. Violemment anticommunistes, elles influencent déjà plus de 30 % de la population, surtout dans les quartiers pauvres et les campagnes où elles distribuent des vivres en même temps qu'elles propagent une vision du monde simplifiée mais cohérente. Un schisme plus ou moins larvé entre la hiérarchie catholique et la « ti legliz », ne pourrait qu'affaiblir l'Eglise dans son ensemble et accélérer la poussée des sectes protestantes.

JEAN-MICHEL CAROIT.

Le Monde
4.9.1987

DES PAROLES ET DES GESTES

Dans le chapitre 20 de son livre, Jérémie explique comment un prêtre "recteur de la Maison du Seigneur" lui a fait donner la bastonnade avant de le mettre au carcan à proximité du Temple.

Qu'avait-il donc commis ? Il avait annoncé, aux gens présents sur le parvis du Temple, les malheurs qui allaient s'abattre sur Jérusalem. Plus grave : Peu de temps avant, il avait fait un geste scandaleux. Il était allé s'acheter une gargoulette toute neuve et, devant quelques notables invités pour la circonstance, il l'avait jetée par terre avec ce simple mot d'explication : "Je briserai ce peuple et cette ville comme on brise une poterie, sans pouvoir la réparer" (19.11).

Scandaleux, le geste l'était doublement. Tout d'abord, il heurtait le bon sens : lorsqu'on achète un objet confectionné avec soin par un artisan, quelle honte de le briser volontairement ! De plus, ce geste lui permettait de donner aux personnes présentes un message redoutablement clair : cette prochaine destruction de Jérusalem qu'ils s'évertuent à nier, voilà que non seulement on la rappelle avec des mots mais on la "montre". Leurs oreilles vont pouvoir garder mémoire du bruit de cette cruche lancée sur les pavés, leurs yeux conserveront l'image de cette multitude de morceaux que personne ne songerait à recoller. C'est comme si l'on brisait l'effigie de Jérusalem sous leur regard.

En lançant sa cruche par terre, Jérémie n'a probablement pas dit autre chose que les jours précédents, mais il l'a dit autrement. D'une façon infiniment plus performante. Insupportable. Et ce n'est pas étonnant s'il a fini au carcan... Jésus de Nazareth - en prophète qu'il était - n'a laissé aucune ligne écrite de sa main, par contre il a multiplié les signes, lui aussi. Ce n'est probablement pas par hasard.

Au début d'une année d'activité, des gens préoccupés de sensibilisation à la solidarité - comme le sont de nombreux lecteurs de ce bulletin - devraient retenir la leçon.

André Fol

PS. Au moment de rédiger ces lignes, j'apprends la fin de la grève des mineurs en Afrique du Sud. Trois semaines de grève, plus de quarante mille travailleurs licenciés et huit morts au moins sans qu'aboutisse leur revendication salariale - scandaleusement élémentaire - qui aurait permis de combler un peu le fossé des revenus entre travailleurs blancs et travailleurs noirs.

Et je m'interroge. Un Jérémie, comment s'y prendrait-il pour "informer" les citoyens de notre pays - impliqué comme chacun sait dans le commerce de l'or sud africain et dans le soutien économique à l'apartheid - de la terrible nouvelle de ce matin ? Comment aurait-il fait pour que cette nouvelle n'en soit pas seulement une de plus mais provoque un sursaut de conscience, point de départ d'une effective solidarité avec les noirs d'Afrique du Sud ?

Risquons une proposition. Peut-être Jérémie se serait-il rendu aux abattoirs de sa ville avec un bidon. A la stupéfaction des bouchers, il aurait demandé quelques litres de sang. Puis il aurait repris le bus - toujours avec son bidon à la main - jusque devant un de ces établissements les plus impliqués dans le soutien économique de l'apartheid. Et là il aurait répandu un peu de ce sang sur l'asphalte. Sans bruit. Aux gens qui, inévitablement l'auraient insulté, il se serait contenté de dire :

"C'est le fait de verser le sang par terre qui vous gêne ? Alors il est temps de changer de pratique sans quoi il en coulera bien plus ! "

le drame des mineurs boliviens

La Bolivie, un pays du tiers monde, qui avec Haïti accumule les records dans les statistiques de sous-développement, comme le souligne Xavier Albo, un anthropologue catalan connu. Ce pays vit actuellement les moments les plus angoissants de son histoire. Que ce soit par la crise économique qui l'afflige ou par la baisse du prix de l'étain ou encore par les sévères mesures adoptées par le régime actuel. Le fossé entre la minorité dominante et la majorité opprimée tend à s'élargir avec la tension sociale continuelle dont les manifestations sont réprimées par les forces de l'ordre.

Le paramètre le plus significatif qui nous permet de juger de la gravité de cette situation est celui du taux de chômage. Selon des données de l'INS (Institut national de la statistique), en 1983, ce taux atteignait 11,27 %. Actuellement nous ne disposons pas de chiffres officiels, on estime cependant à 500'000 le nombre de chômeurs ce qui correspond environ au 18 % de la population active (à la Paz, en juillet 1987 environ 45 %).

Dernièrement le secteur minier a été le plus touché par des licenciements massifs. A Catavi (l'une des grandes mines du pays), il reste moins de 1'000 travailleurs sur les 3'000 qui y étaient occupés.

Depuis son arrivée au pouvoir (août 85) le gouvernement a créé un nouveau terme pour nommer ceux qui ont perdu leur emploi : "les relocalisés".
De cette manière on évite de parler officiellement des massacres blancs ou de licenciements. On se réfère simplement aux mineurs et ouvriers "relocalisés".
Résultat : les principales villes du pays sont saturées de "relocalisés".

Histoire du drame minier

La dette extérieure qui asphyxie les peuples latino-américains entraîne dans un pays monoproducteur (étain) comme la Bolivie le renforcement de sa dépendance et l'aggravation de ses problèmes politiques et sociaux.

Après les 6 ans de dictature du général Banzer (71-78), la dette bolivienne grimpa à 3 milliards de dollars. Ensuite se succédèrent des années secouées par les coups d'Etat militaires qui finirent par conduire au désastre total l'économie nationale déjà branlante. Cette détérioration vertigineuse atteignit son point culminant en 1985 quand le taux annuel d'inflation frôla les 22 500 %. Une situation insoutenable qui précipita le changement du gouvernement du président Siles Suazo.

Le mois d'août 85 restera gravé pour longtemps dans les mémoires. Ceci non seulement à cause de la troisième ascension au pouvoir de Paz Estenssoro (chef de file et fondateur du MNR, Mouvement Nationaliste Révolutionnaire), mais surtout parce qu'il marqua le début d'une étape néolibérale ouvertement opposée au modèle d'un Etat imposé paradoxalement par le même Paz en 1952.

La Nouvelle Politique Economique (NPE) établit entre autres :
- la suppression des douanes régionales. Cette pratique aboutit à un marché saturé de produits provenants des pays voisins ou lointains (U.S.A., Chine, etc). Elle influence négativement l'industrie nationale.
- la libre souscription de contrats de travail aussi bien dans les entreprises privées que d'état. Les ouvriers sont à la merci des caprices de leur employeur (chef d'entreprise ou parti gouvernemental).
- le gel des salaires pour éponger l'énorme déficit fiscal.

De manière justifiée ou non, en fonction de leurs intérêts, de nombreuses entreprises ont réduit l'effectif de leur personnel, quelques-unes allant jusqu'à fermer leurs portes.

- la décentralisation des entreprises d'état. Parmi ces dernières, la COMIBOL (Corporation minière de Bolivie) par exemple, serait divisée en 3 entreprises, ce qui signifierait le démantèlement du secteur minier.

Un autre facteur (le coup de grâce qui dicta la fermeture de plusieurs mines) a été la brusque chute du prix de l'étain sur le marché international. La Bolivie est connue comme un pays qui abonde en richesses naturelles mais qui manque d'autonomie économique et politique. Ainsi une quelconque variation du prix des minerais a des incidences sur toute la vie nationale.

Si l'étain représentait 70 % des exportations il y a 2 ans, on comprendra aisément pourquoi l'offre surdimensionnée de ce minerai sur le marché mondial et la mauvaise politique du Conseil International de l'Etain (qui a maintenu artificiellement ses prix) provoqua la chute du prix de l'étain, laissant la Bolivie dans une situation des plus critique. Le prix de la livre fine d'étain ayant passé de 5,5 dollars (84) à 3,1 dollars en février 87, alors que le coût de production moyen bolivien est de quelque 8 dollars !
Si l'on ajoute à ce dernier facteur le démantèlement de la principale entreprise d'état, COMIBOL, nous aurons dépeint la situation de façon presque complète.
En fait, les différents gouvernements qui défilèrent depuis la nationalisation des mines virent seulement dans la COMIBOL la "vache laitière" de laquelle il fallait extraire le maximum au profit d'individus ou de groupes sans se soucier, de renouveller les installations, des coûts de production, et sans entreprendre de nouvelles explorations.

Lutte minière et répression

Devant l'imminence de la paralysie de l'activité minière, après octobre 85, les mineurs se soucièrent de garder et de défendre leur source de travail. Par l'intermédiaire de leur organisation syndicale, la puissante Fédération Syndicale des Travailleurs Miniers de Bolivie, ils envoyèrent au gouvernement leurs propositions pour sauver la COMIBOL et démontrer que le secteur minier a encore des alternatives en Bolivie.

Les mineurs ont souvent constitué l'avant-garde des luttes populaires "le coeur et le cerveau" de la classe prolétaire qui s'organise autour de la Centrale Ouvrière Bolivienne.
La tenace opposition de la Fédération des mineurs rendit impossible la division de la COMIBOL, comme elle avait été prévue. Cette opposition, comme celle des autres secteurs populaires provoqua l'Etat de siège et l'envoi en exil intérieur de la plupart des dirigeants syndicaux et politiques. A peine un mois s'était écoulé et le nouveau gouvernement montrait qu'il n'hésiterait pas à user de tous les moyens de répression pour imposer sa nouvelle politique économique.

Le gouvernement annonça qu'il n'y aurait pas de licenciements mais qu'il relocaliserait ou répartirait les ouvriers. Pourtant en août 86, la situation des mineurs était insoutenable. Leurs centres n'étaient plus approvisionnés et leurs misérables salaires pas payés. Afin d'exiger du gouvernement une attention à leurs besoins essentiels, c'est-à-dire nourriture, vêtements, outils de travail et éducation, les mineurs de "Siglo XX" et Catavi entreprirent l'historique "Marche pour la Vie et la Paix". Le gouvernement dicta à nouveau l'Etat de siège. Il prétexta la présence d'éléments subversifs pour obliger les participants à cette marche (mineurs auxquels s'étaient joints des paysans, des étudiants et des représentants de tous les secteurs populaires) à se disperser et à retourner chez eux. Ceux-ci ne purent que constater leur échec car ils étaient entourés de 2'000 soldats armés et équipés de tank et de mitrailleuses.

Ce sont ces moyens qu'utilise le gouvernement pour dissuader les majorités : Etat de siège, licenciements, retenues sur les salaires et occupations militaires.

Alors que les réclamations des travailleurs se font par des moyens pacifiques comme des grèves de la faim, les arrêts d'activité, les marches et les manifestations.

Quelques résultats de la Nouvelle Politique Economique (NPE)

Si la NPE réussit à freiner l'hyperinflation, elle créa un très grand nombre de chômeurs. Face à ce problème, des institutions comme l'église catholique et d'autres églises chrétiennes, l'Assemblée Permanente des Droits de l'Homme et des institutions civiques ont fait part de leurs préoccupations et ont demandé au gouvernement de trouver des solutions dans les plus brefs délais.

Comme conséquence de la NPE, nous avons un ensemble de mines abandonnées (dont la réhabilitation coûterait très chère), des fabriques fermées, des femmes et des enfants qui mendient dans la rue et une augmentation inhabituelle du secteur tertiaire de l'économie.

Il ne fait aucun doute que le gouvernement cherchait à déstructurer la Fédération syndicale des mineurs par tous les moyens. Son affaiblissement ou mieux encore sa disparition favoriseraient les buts visés par ce dernier. La Centrale Ouvrière Bolivienne, et tout le mouvement populaire, a perdu passablement de force du fait de la dispersion des mineurs. Pratiquement la classe dominante représentée par le pacte MNR-ADN (les 2 grands partis boliviens) a inscrit à son actif une victoire et pourra continuer à en tirer profit, alors que le mouvement populaire traverse une crise aigüe.

Migration et lutte pour la subsistance

Le chômage provoqué par la NPE dans le secteur minier engendre un autre phénomène : la migration. A mesure que se vident les centres miniers, les immigrants des villes augmentent. La Paz, Cochabamba, Santa-Cruz et Tajira sont les villes les plus affectées. Les "relocalisés" essayent de s'adapter aux nouvelles exigences urbaines, non sans difficultés. Le logement, le coût élevé de l'alimentation et surtout le manque de rentrées financières sont quelques-uns des graves problèmes auxquels ils doivent faire face. Ceci sans parler des manques dans les secteurs de l'éducation et de la santé qui rendent leur situation encore plus préoccupante.

Les employeurs évitent d'engager des anciens mineurs parce qu'ils sont considérés comme des subversifs, des révoltés. La même attitude discriminatoire est adoptée par certains collèges privés où l'on prétend afficher complet pour ne pas recevoir les enfants des nouveaux arrivants.

A Cochabamba, selon le Président du comité civique, 3000 mineurs sont déjà arrivés et l'on prévoyait la venue de 5000 autres.
A d'autres époques florissantes du secteur minier, les vallées de Cochabamba ont constitué la principale source d'approvisionnement des centres miniers, spécialement pour les légumes, les céréales et les fruits. Aujourd'hui ces mêmes mineurs arrivent pour s'y établir. Peut-être avec l'espoir que ces vallées fertiles vaincront la faim et l'angoisse qui les poursuivent. Mais Cochabamba n'est pas la"terre promise", des problèmes tels le "minifundio", la fermeture de fabriques (ces derniers 8 mois, 12 fabriques ont fermé leurs portes) laissent supposer une probable déception des nouveaux arrivés.

Une alternative reste le Chaparé, zones transformées en grandes plantations de coca pour l'élaboration du sulfate de base de la cocaïne. Cependant il n'y existe aucun programme sérieux pour la colonisation de nouvelles terres.
Si les chômeurs n'y vont pas en tant que défricheurs, ils pourraient bien s'engager comme péons dans l'activité du trafic des stupéfiants.

Mais ce travail n'est pas toujours supporté par les ex-mineurs. Ils sont mal payés et le climat tropical n'est guère favorable à leurs poumons rongés par la silicose et la tuberculose (90 % des travailleurs de l'intérieur des mines souffrent de ces maladies). Sans aucun doute, un changement si brusque entre les hauts-plateaux (4 à 5000 m.) où se trouvent généralement les mines et les terres torrides du bassin amazonien, exige un certain nombre de précautions et une adaptation progressive.

Jusqu'à présent le gouvernement a prouvé son incapacité de réabsorber la main-d'oeuvre débauchée. Le fameux plan de réactivation économique dont on a beaucoup parlé ici ne se concrétise pas.

En janvier 87, les milieux officiels ont annoncé à grand fracas la création d'un Fond social d'urgence de 10'000 dollars destiné à financer de petits projets à concrétiser rapidement. On évalue toutefois qu'ils procureront du travail à 27'000 chômeurs. Mais que signifie ce chiffre face aux 500'000 sans-emploi ?

Les mineurs "relocalisés" sont conscients qu'ils luttent maintenant pour survivre. Dans ce contexte, ces paroles d'un prêtre à propos des mineurs prennent une signification toute particulière : "C'est un peuple, disait-il, qui vit en produisant la richesse et meurt sans la connaître, qui aime la vie et la joue à chaque instant, que se soit dans les froides galeries ou dans les sanglantes croisades de la malheureuse vie politique du pays".

La consigne : l'unité pour triompher

A Cochabamba, un groupe d'ex-mineurs se réunit régulièrement dans le but de rechercher quelques solutions à leurs besoins communs. Ils essayeront d'entreprendre ensemble une activité qui leur permettra de gagner quelque argent.

En fait la préoccupation principale est de créer une source d'emplois conçue de manière que les produits fabriqués puissent être vendus sur le marché. Les idées ne manquent pas, mais il faut les sélectionner.

Ces ex-mineurs sont des hommes habitués à affronter les difficultés, familiarisés aux travaux les plus durs. Ils lutteront jusqu'à ce qu'ils puissent s'engager dans un projet concret. Malgré vents et marées, ils ne s'avoueront pas battus; leur vitalité, leur persévérance dans la lutte et leurs forces caractéristiques resteront encore dignes d'exemple.

J.M.L.

* Vous pouvez soutenir un groupe de mineurs qui s'organisent en coopérative de travail , en versant une somme au compte bancaire : Banque Cantonale de Schwyz, cte 23 519-2302 de Brigitte Auf der Maur avec mention "coop mineurs".



<u>SE PREPARER POUR UN ENGAGEMENT " ENGAGE "</u>

S'adresse à tous ceux qui s'engagent ou sont déjà engagés dans une activité de développement, de coopération, de solidarité,
Qui vivent, travaillent avec d'autres personnes pour lutter avec eux, pour les accompagner un bout de chemin, pour partager des connaissances...

Nous proposons un temps de formation, de réflexion, d'interpellation, un temps pour faire le point et pour se regarder d'un peu plus loin.

<u>Du 6 au 23 AVRIL 1988</u> en résidentiel.

- Pour avoir une orientation plus large de l'ici (chez moi) et de là-bas (chez eux).
- Pour partager avec des gens engagés sur le terrain.
- Pour voir ma culture et d'autres cultures, ma manière de vivre et d'autres manières, mes valeurs et d'autre valeurs
- Pour faire une démarche personnelle par rapport à mon propre engagement et à ma manière de communiquer avec d'autres personnes.
- Pour une information politique et économique.
- Pour m'habituer à faire le point, à évaluer le travail que je fais et à me laisser interpeller.
- Pour recevoir des éléments pratiques, administratifs, de santé, mécanique auto, ...

En restant dans ce cadre de travail, les demandes et les souhaits des membres du groupe orienteront le déroulement de la session.

Des moyens d'animation actifs seront proposés ainsi que des exposés, des moments de partage et de réflexion.

<u>Lieu</u> : A déterminer dans un coin agréable

<u>Prix</u> : Selon coût à répartir selon les moyens de chacun (indicatif 500.-)

<u>Animation</u> : GVOM plus d'autres intervenants.

<u>N. max</u> : 15 participants

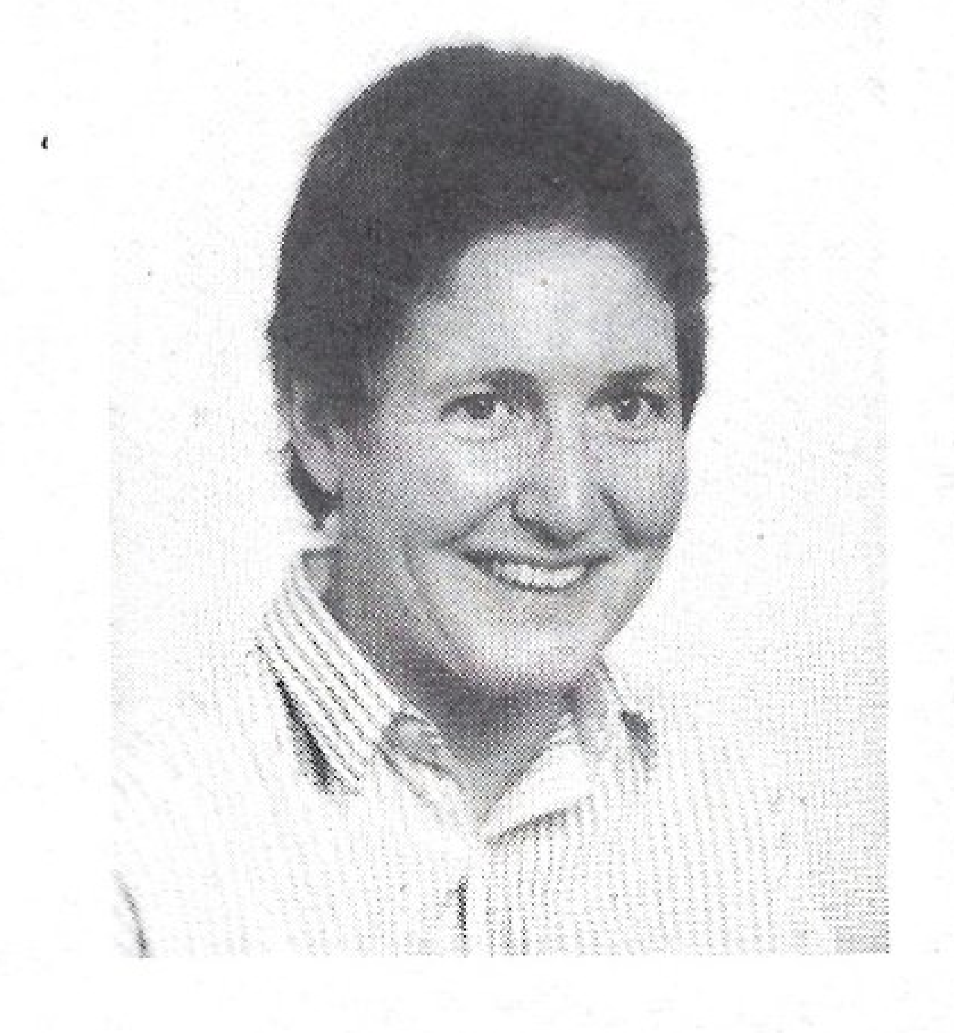
Cela m'intéresse, (à retourner à GVOM p.a. G. Zbären lo, rte de Lausanne
1033 Cheseaux)

Nom : Prénom :

Adresse : tel :

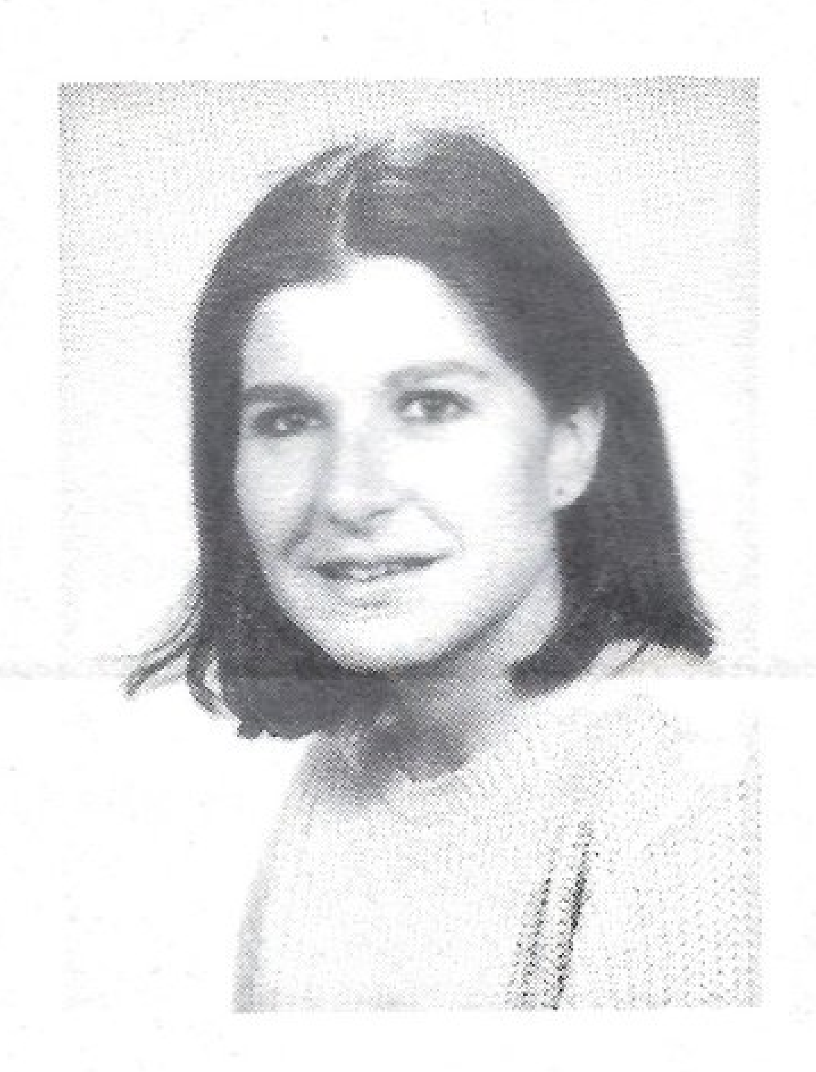
Merci de nous signaler les raisons qui motivent votre intérêt de participer à cette session ainsi que vos suggestions.

elles...ils...sont partis...



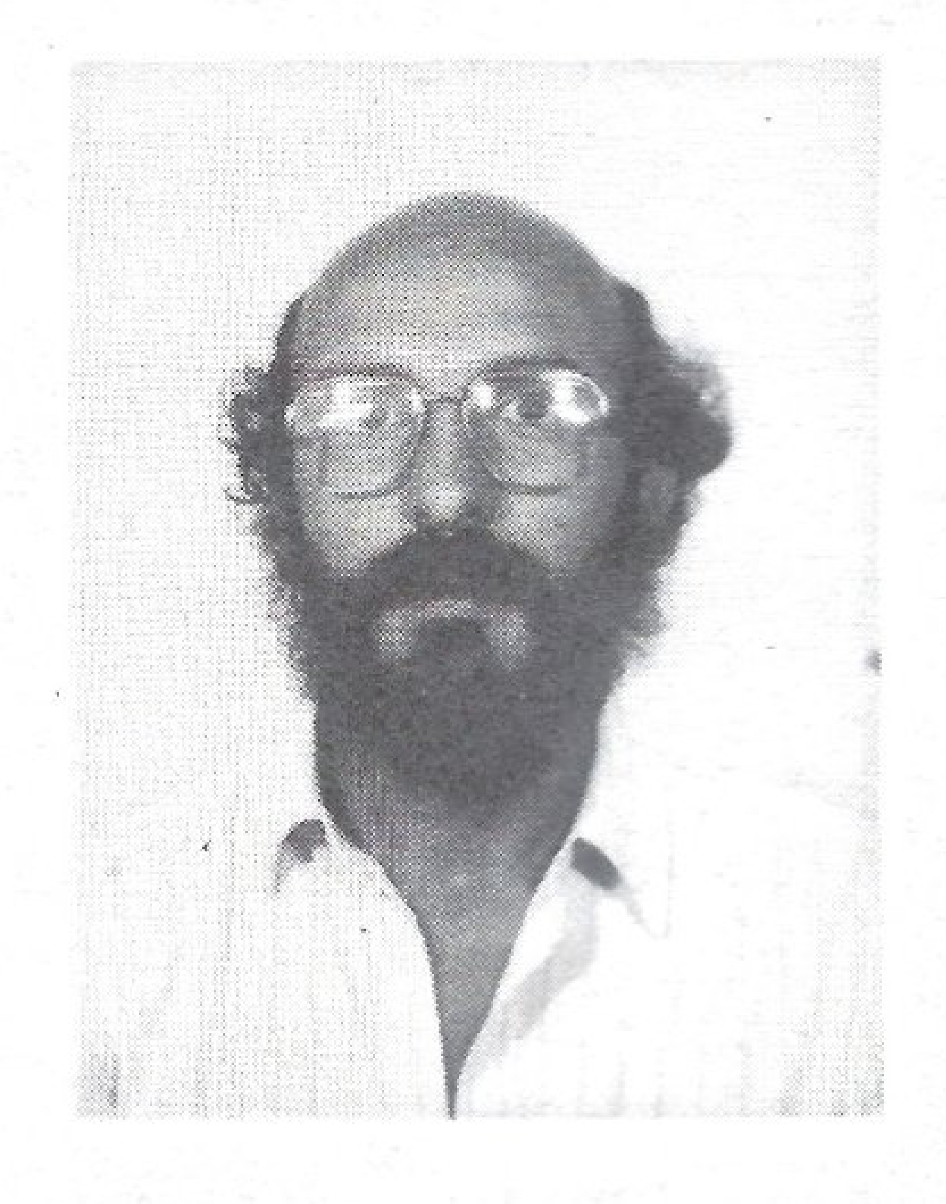
Le 7 juillet, Jacqueline BORNAND, laborantine, de Genève, a rejoint le diocèse de Crateùs, au BRESIL, où elle accompagne des communautés ecclésiales de base dans le domaine de la santé. Jacqueline a déjà été volontaire FSF de 1983 à 1986 à N'Délé en République Centrafricaine.

Son adresse : B.P. 52, 63700 Crateùs, CE,
BRESIL



Le 20 juillet, Alexianne THEYTAZ, ergothérapeuthe, de Sierre, quittait la Suisse pour Kingston en JAMAIQUE où elle travaille dans un hôme pour personnes âgées dans les soins et l'accompagnement du personnel, comme de l'animation des activités des femmes dans ce quartier populaire.

Son adresse : T.T.C.D.A. P.O. Box 43, Denham-Town,
Kingston 14, Jamaique. W.I.



Le 15 août, Jean-Michel JOLIDON, ingénieur-électricien, de Delémont, est reparti pour Managua, au NICARAGUA où il enseigne l'électricité à l'U.N.I. de Managua. Jean-Michel travaille également à l'Institut nicaraguayen de l'Energie (INE).

Son adresse : Apartado 1932, Managua, NICARAGUA



Le 3 septembre, Raphael CATTIN, comptable, de Lausanne, a rejoint la paroisse de San Luis, (Ancash) au PEROU. Il participera à la pastorale catéchétique des communautés chrétiennes et suivra la gestion des petits projets de développement dans la région.

Son adresse : Parroquia "Virgen de las Mercedes"
San-Luis, Ancash, PEROU.

retours au pays:

Au mois de juillet, Denise MONNET, enseignante, qui a travaillé dès janvier 1985 à la formation des monitrices de l'orphelinat Notre-Dame du Rosaire à Achkout au LIBAN, comme à l'enseignement des enfants, victimes de la guerre.
Son adresse : 1908 Riddes/VS

Au mois d'août, Bernard SCHMOUTZ, dessinateur-géomètre, qui durant trois ans a travaillé à la construction de maisons et à la pastorale de la paroisse de l'île d'Idjwi au ZAIRE.
Son adresse : En Roseyres 442, 1680 Romont/FR.

En août également, José et Fabienne BRAVO-MEYER, catéchiste et professeur, et leurs enfants Juan Vicente et Francisco Damien, qui ont travaillé dès septembre 1980 dans le diocèse de Riobamba en EQUATEUR auprès de groupes de paysans et d'adultes aux cours donnés à l'Institut diocésain de pastorale et au Séminaire indigène.
Leur adresse provisoire : 2916 Fahy/JU.

mariage

Le 11 juillet, Danièle CARTHOBLAZ et Marc BONVIN, ancien volontaire au CAMEROUN:
Leur adresse : rte de l'Etrier 4 D, 1950 Sion

Le 12 septembre, Gabriela MULLER et Louis OBERSON, ancien volontaire au RWANDA.
Leur adresse : Rohr, 1712 Tafers

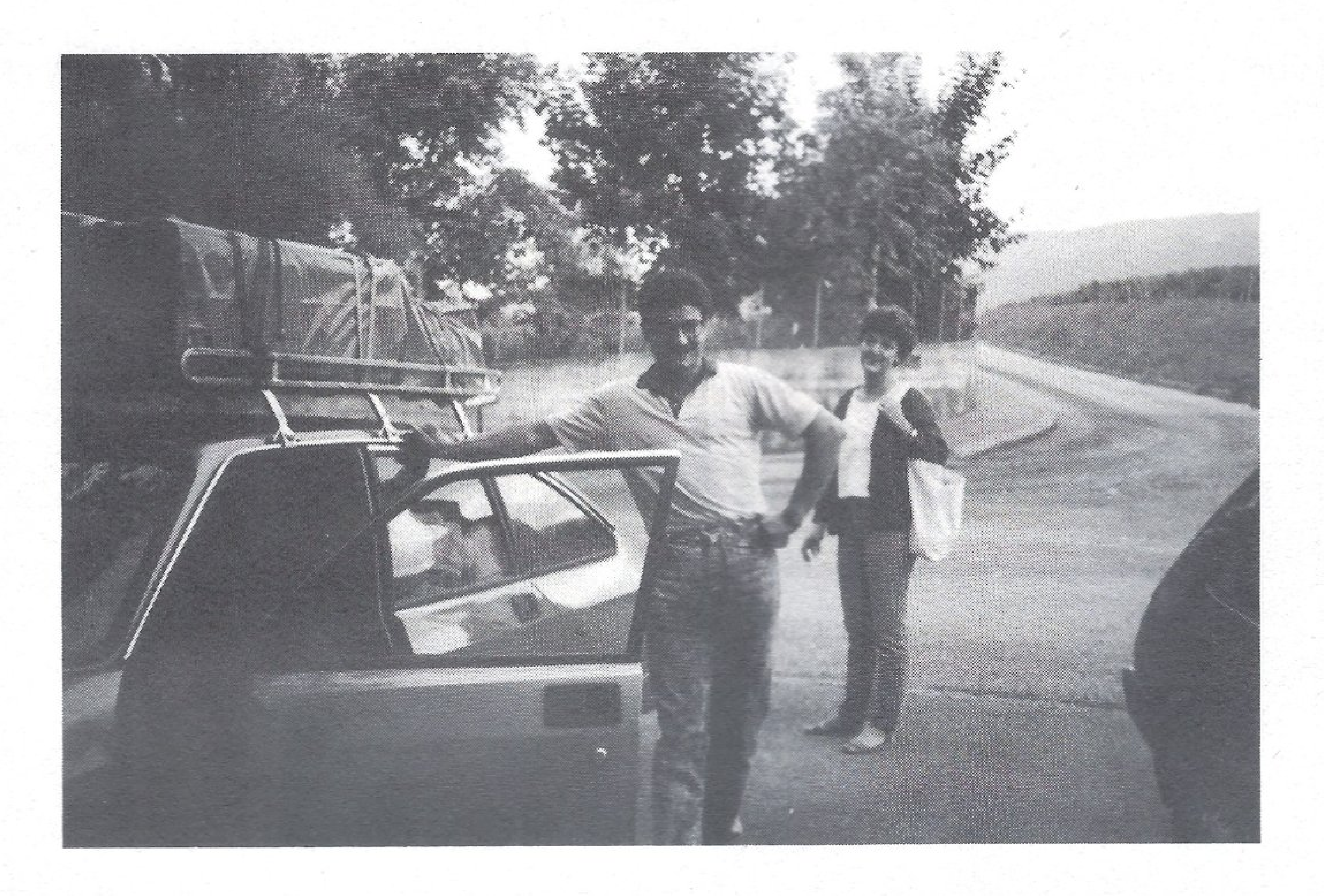
naissances

* Lionel, le 27 mai au foyer de Camille et Jean VERSTRAETEN-CLOQUET
  Opberg 23, Gte 12, 1970 Wezembeek Oppem / BELGIQUE
* Mathieu, le 7 juin, au foyer de Jany et Christian BOSSON-RAMARIJOANA,
  18 rue Albert-Gos, 1206 Genève
* Jocelyn, le 9 juin, au foyer de Elisabeth et Louis ALLAZ-LONGCHAMP,
  1040 Echallens
* Anne, le 17 juillet, au foyer de Barbara et Philippe EVARD-HAHN,
  rue Aug.-Bachelin 31, 2000 Neuchâtel.
* Annaïse, le 5 août, au foyer de Chantal VUILLAUME et Oliviero RATTI,
  6576 Vira/TI.
* Jules, le 28 août, au foyer de Véronique CRELIER et Mdy HAMIDOU,
  rue Georges Bajol 9, 2800 Delémont.

décès

Le 22 juillet, Monsieur Alfred FLEURY, à Fregiécourt, père de Anita FLEURY, ancienne volontaire au Burkina-Faso.

Ils sont prêts à partir.



France et Pascal Baretta-Pillionel, qui enseigneront tous les deux dans le centre de rééducation, nouvellement créé à Tétouan (Maroc).

Leur adresse : F. et P. Baretta
Centre de Rééducation
9, rue Tiznit
Tétouan (Maroc)

Eux aussi sont prêts à partir,
mais dans une vie à deux.
Il s'agit de Samuel Keller,
ancien collaborateur à Interrogation
et Elisabeth Gruber.
Nos meilleurs voeux !

Leur adresse :

E. et S. Keller - Gruber
Rennhammergasse 18
A - 6130 Schwaz



M A N I F E S T A T I O N S ....

Samedi 17 octobre 1987 / FORUM ROMAND DE L'ALIMENTATION
à LAUSANNE de 14 h.30 à 23 h.
AULA EPFL, av. de Cour 33

Thème : UNE ALIMENTATION SAINE POUR TOUS
Programme : 4 débats, dont "Produire moins et mieux" avec MM. Besson, Metraux et Ehrler;
"Additifs et résidus dans l'alimentation quotidienne";
"Alimentation et aculturation", avec un délégué du MPF et Mme Tol-Ande MWEYA, zaïroise, coordinatrice de programme d'animation rurale au Zaïre et en Afrique;
"Influence de l'économie et de la politique sur l'alimentation dans le tiers monde", avec des ressortissants du tiers monde.

Mardi 13 octobre 1987 / Restaurant de la Viennoise à FRIBOURG à 20 h.15

Mme Tol-Ande MWEYA animera la soirée.

Elle animera des soirées locales en Suisse romande. Prière de consulter la presse locale.

****

30 et 31 octobre 1987 / Rencontre "Pédagogie et animation par le jeu dans le domaine du maldéveloppement" à LAUSANNE

Soucieux de perfectionner et de faire connaître les outils de travail que sont les jeux de simulation appliqués aux problèmes du maldéveloppement, nous mettons sur pied un week-end d'échange et d'information sur le thème : "Jeux de sensibilisation et maldéveloppement", au Centre paroissial de St-Jacques, av. du Léman 26, 1005 Lausanne

****

L'ENDETTEMENT DU TIERS MONDE : PASSER L'EPONGE ?

Samedi 31 octobre 1987 de 10 h. à 17 h.

avec Messieurs

- Papa-Demba THIAM (Senegal)
- Jean-François GIOVANNINI (Direction Coop. au Développement
- Jean-Pierre SOTTAS (Ubs Genève)

Programmes et bulletins d'inscription :
Le Louverain, 2206 Les Geneveys-sur-Coffrane.
Tél.038/57 16 66

NB. Retenez déjà les dates du 6ème séminaire Suisse/TM : les 13-14 fév. 1988. "Le rôle de l'Europe dans les relations Nord-Sud".



C A M E R O U N

En réponse à la demande d'un couple FSF de Ouagadougou, j'apporte enfin ma contribution à "INTERROGATION" que je lis toujours avec beaucoup d'intérêt. Ma perception plutôt positive des changements intervenus dans le pays, ainsi que ma participation à une partie au moins du programme révolutionnaire du Burkina ont fait penser en effet que je pouvais avoir quelque chose à dire sur la Révolution... Soit ! Mais à condition de préciser d'abord que mon jugement est limité. Il ne reflète que le point de vue du monde rural, qui représente certes plus de 90 % de la population, mais qui ne recouvre pas du tout l'opinion de la classe jusque là privilégiée.
On comprend que les fonctionnaires se sentent frustrés, à partir du moment où le gouvernement les prive des nombreux avantages dont ils pouvaient jouir jusque là. C'est précisément un des objectifs de la Révolution : que les laissés pour compte (les masses rurales), qui n'avaient droit auparavant qu'aux flatteries des hommes politiques, surtout en période électorale, découvrent pour la première fois qu'on leur donne aujourd'hui réellement la priorité. Jamais avant 1983, on n'avait vu autant de réalisations au service des ruraux; des écoles qui poussent comme des champignons, des maternités et centres de santé, des pharmacies populaires et boutiques villageoises qui naissent un peu partout, des retenues d'eau qui se multiplient, le tout grâce à la participation active de la population. Certes, il ne suffit pas d'implanter des infrastructures, pour changer le monde rural. Mais l'important est que les villageois aient été associés aussi bien à l'exécution du P.P.D. (Programme Populaire de Développement) qu'à la conception et à la mise en oeuvre du Plan Quinquennal.
Les O.N.G. elles-mêmes ont été invitées à intégrer leurs activités dans le programme révolutionnaire, sans perdre pour autant leur autonomie.
Cette mobilisation populaire n'a pas toujours été spontanée : les paysans ne se manipulent pas à coup de slogans et de meetings révolutionnaires, surtout quand il s'agit de travailler à des réalisations dont ils ne saisissent pas toujours la valeur symbolique ou politique, comme dans le cas de la "bataille du rail" ou des "cités du 4 août". D'autres campagnes, comme la "vaccination commando", ont été exécutées avec plus d'empressement, parce que capables de susciter l'intérêt général. On peut dire, d'une façon générale, que les gens au pouvoir ont abusé des meetings, des discours et rassemblements populaires, au point que les chantiers populaires (presque quotidiens), ne rencontraient plus, après une année, l'enthousiasme des débuts. Il y a un seuil de tolérance dans la mobilisation populaire qu'il ne faut pas dépasser; sinon elle devient impopulaire. Et les C.D.R. (Comités de Défense de la Révolution) ne sont pas toujours à la hauteur de leurs responsabilités, qui sont grandes, trop grandes souvent. Mais quelque chose se fait pour et avec les ruraux, qui ne se faisait pas jusque là, et qui peut rendre sa dignité au monde paysan.

Je ne dirai rien des superstructures idéologiques du pouvoir, qui me semble en réalité plus nationaliste que réellement marxiste, malgré la multiplicité des écoles de pensée marxistes-léninistes (des albanais au pro-chinois). En fait l'idéologie officielle n'a guère pénétré dans les mentalités (même des étudiants) ni transformé les comportements. Les choix du C.N.R. (Conseil National de la Révolution) oscillent eux-mêmes entre le réalisme des pragmatiques (comme T. Sankara) et les orientations plus idéologiques

des marxistes purs et durs. Je voudrais simplement noter qu'une certaine démocratie continue à régner au Burkina, sous la forme d'une liberté d'expression, que ne connaissent pas la plupart des pays voisins, dits "libéraux". L'humour non plus n'a pas perdu ses droits, et le Burkina-bè comme le voltaïque a conservé une certaine indépendance d'esprit, que je n'avais pas observée dans d'autres pays "marxistes", comme le Congo, le Bénin et surtout la Guinée.

C'est d'ailleurs cette possibilité de parler qui m'a permis personnellement d'apporter mon appui aux forces révolutionnaires, sur le terrain du développement rural, dans la mesure où j'ai toujours pu exprimer mon point de vue critique sur les orientations révolutionnaires, jusque dans les bureaux du Haut-Commissaire et du Ministère de l'Agriculture. L'Eglise jusqu'à présent s'est peu prononcée, pour ou contre la Révolution. Au lieu de bouder ou de faire semblant d'ignorer ces forces nouvelles, capables de changer la face du pays, les responsables chrétiens auraient intérêt, pour l'avenir même de leur Eglise et de leur pays, à s'engager courageusement, quoique d'une façon critique (qui leur est permise) et à éclairer leurs fidèles; pourqu'ils puissent, à leur tour, apporter leur contribution dynamique mais libre et réfléchie, à la construction nationale.

En somme, le bilan de 3 ans de régime révolutionnaire au Burkina me paraît globalement positif, pour le peuple qu'il entend servir. Mis à part certaines bavures (1) qu'on doit déplorer et dénoncer, et certaines incohérences de la politique économique, ainsi que les excès de langage anti-impérialiste, auquel les gens accordent peu d'importance, en réalité, la Révolution au Burkina Faso m'apparait réellement au service de la promotion paysanne, assez en tout cas pour justifier un engagement loyal, aux côtés des pouvoirs publics, au service du développement socio-économique d'une région.

Aurai-je la même latitude au Cameroun ?

Jean AUDOUIN, Garoua

1) Comme l'exécution sommaire de quelques militaires, accusés de fomenter un putsch, ou le licenciement pur et simple de 1500 enseignants, pour raison de grève; cette dernière atteinte aux droits de l'homme a eu peu d'écho près des organes du syndicalisme international et dans l'opinion internationale.

Urgent Urgent Urgent

Notre rédaction recherche une personne pour dactylographier notre journal. 021/23 11 84

Pour tout renseignement : Interrogation, av. Juste-Olivier 11
1006 Lausanne

DIS... TU M'ÉCOUTES?

« l'école,... c'est nul,
parce qu'on apprend
des choses trop dures
...j'aime seulement
les bricolages... »

Sébastien
7 ans.

REDACTION :
AV. JUSTE-OLIVIER 11
CH-1006 LAUSANNE
CCP 10-10 580

EIRENE
SERVICE CHRETIEN
INTERNATIONAL POUR LA PAIX
COMITE SUISSE
C.P. 2262
CH-2300 LA CHAUX-DE-FONDS 2
CCP 23-5 046

FSF
FRERES SANS FRONTIERES
GRAND-RUE 34
CH-1700 FRIBOURG
CCP 17-7786

GVOM
RUE DU DR TIECHE 22
CH-2732 RECONVILIER
CCP 10-20968

INTERROGATION parait huit fois par année. Il est adressé aux membres de nos organismes selon les statuts

CHANGEMENT D'ADRESSE : PRIERE DE L'ANNONCER DIRECTEMENT AU MOUVEMENT CONCERNE

Impression: Atelier offset J-D.Perrin, Av.de Morges 161, 1004 Lausanne

